L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 30 NOVEMBRE 1857.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
EDITEURS-PROPRIETAIRES:
G. F. WEISSE, S. DUPOUY,
M. DUVERGE, S. HARRY.

Rue de Chartres No. 81, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 30 NOVEMBRE.

Abonnés à la campagne.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan ou de gré.

Par D. E. Mourut, à 10 heures, sur la Levée, en face de la rue Good, graisse, bœuf et beurre.

Par Phelps & Lecompte, à 10 heures, à leur magasin d'encan, chaussures.

La Police.

Les Assistants Aldermen ont voté mardi dernier une série de résolutions proposées par M. Holland au sujet de la police. Il y a eu neuf non pour l'adoption et deux contre. Les résolutions portent qu'à partir du 1er janvier 1858 le département de la police se composera d'un chef, de quatre lieutenants, de dix sergents et de quatre cents hommes. Ces seront soumises demain au Conseil des Aldermen, et nous espérons qu'elles seront adoptées.

La police se compose actuellement d'un chef, de quatre lieutenants, de dix sergents et de trois cents agents, faisant le service de jour et de nuit. Les agens affectés au premier de ces services sont au nombre de soixante-treize, dont quarante constamment employés dans les Cours des recorders, les bureaux de la mairie, etc. Il n'y a donc en réalité pour veiller au maintien de l'ordre pendant le jour que trente-trois hommes!

N'est-ce pas là une mauvaise plaisanterie? Il est clair qu'une pareille police est une police pour rire: c'est absolument comme si elle n'existait pas. La Nouvelle-Orléans a sept milles de longueur et une largeur variant de un à trois milles. De quelle utilité peuvent être trente trois hommes disséminés sur ce vaste espace?

La police du nuit se compose de deux cent vingt sept hommes dont quarante-trois, chargés d'un service spécial, ne veillent point à la sûreté publique. La Nouvelle Orléans n'a conséquemment pour la protéger pendant la nuit que cent quatre-vingt-quatre hommes.

Les chiffres que nous venons de citer suffiront pour faire comprendre la nécessité d'augmenter l'effectif de la police. Sans doute elle laissera encore beaucoup à désirer mais elle sera moins faible. Quels que soient les vices de son organisation, on ne saurait contester son utilité relative, et puisqu'elle fait partie de l'administration municipale tachons d'en retirer tous les avantages possibles.

On fera sans doute valoir l'objection ordinaire: il n'est pas prudent d'augmenter les dépenses de la ville et l'on devrait même s'appliquer à les réduire. Cet avis est le nôtre, mais il y a des dépenses indispensables et d'autres qui ne le sont pas; qu'on diminue ces dernières et qu'on ne craigne pas, s'il le faut, d'augmenter les premières. La protection des citoyens doit être le premier soin du gouvernement municipal. Malheureusement il n'y a de sécurité pour personne, et les malfaiteurs, profitant de l'impunité que leur assure la grande distance des moyens de répression dont dispose la police actuelle, assaillent et pillent sans être le moins du monde inquiétés. On a souvent adressé à la police le reproche d'être, quand il lui plaît, sourde et aveugle. Si elle a été en effet infidèle à sa mission dans certaines circonstances, le devoir du Conseil de ville et du maire est de châtier les coupables et de rayer des cadres les agents qui ont eu la lâcheté et l'infamie de pactiser avec le crime.

Les voleurs, les escrocs, les filous, tous les représentants de la basse et de la haute pègre, pour employer un terme d'argot, se donnent en hiver rendez-vous à la Nouvelle-Orléans. Si le conseil de ville veut ajouter à l'utile mesure de protection qui nous est accordée en ce moment, il faut absolument qu'il augmente le personnel placé sous les ordres du chef de la police. Cette mesure n'exigera sans doute le budget municipal, mais, comme nous venons de le dire, il est impossible qu'il n'y ait pas de réductions à faire dans d'autres branches du service administratif. La véritable économie n'est pas celle qui supprime des charges utiles, mais celle qui diminue les traitements exorbitants. Le total des bons imposables à la Nouvelle-Orléans s'est d'ailleurs accru cette année de plusieurs millions, et il est certain que la prospérité de M. Holland n'augmentera pas ses charges des contribuables.

Chronique étrangère

Le steamer *Atlantic* est arrivé à New-York le 22 courant avec des dates de Liverpool du 11 et de Paris du 9.

Les conseils des ministres en France a du s'occuper des remèdes à apporter à la crise financière. On n'indique pas encore toutefois si les dispositions ont abouti à un résultat définitif et quelle solution a été arrêtée. L'établissement d'un droit de sortie sur la numéraire et sur les métaux précieux paraît rencontrer des partisans et avoir des chances d'être adopté. Partant de ce principe, que la circulation de la France elle même est bonne, que le pays n'a pas de solde à payer à l'étranger, et que la Banque est parfaitement à même de reconnaître dans les bordereaux qui lui sont présentés, quelles valeurs doivent être considérées comme résultant d'opérations normales, où le commerce et l'industrie n'ont pas été antérieurement engagés, et quelles autres valeurs cachent des tentatives de spéculations à réaliser au dehors, avec des capitaux français, on croit qu'il y aurait un jeu de réponses à toutes les exigences, et pourtant, même à ramener le taux de l'escompte à son ancien chiffre, en décrétant le cours forcé des billets de banque et un droit de sortie sur le numéraire.

En Angleterre, la presse agitait les mêmes questions. Le *Times* s'publié un article pour s'opposer à l'émission de l'autorité dans la crise. Le *Morning Advertiser* a demandé une modification aux lois monétaires, mais après une enquête faite par le commerce lui même et dont les conclusions renfermeraient le remède à opposer au mal. Le *Sun* a proposé une nouvelle émission de papier; le *Morning Chronicle* a attaqué le privilège de la Banque, qu'il considère comme la principale cause des souffrances du commerce; enfin le *Times*, dont nous avons déjà fait connaître l'opinion sur ce qui concerne l'action du gouvernement, a recommandé la prudence et la confiance, et, revenant une dernière fois tempérer de papier, ayant coûté fort dans l'Inde, et pris fraîchement cours en vain la cause de la Banque, au moins quant au taux de l'escompte.

Si les questions politiques font défaut en France, il n'en est pas de même des questions administratives. Une correspondance parle longuement du projet de transformation de la flotte, qui sera incessamment discuté au conseil d'Etat.

On assure que la duchesse d'Orléans et le duc d'Aumale ont écrit des lettres de condoléance à la veuve du général Cavaignac.

On a reçu à Paris la nouvelle que l'empereur de la Chine avait déclaré officiellement la guerre à l'Angleterre, le 12 septembre.

Un correspondant de Berlin assure que même dans le cas où le Danemark n'accepterait pas le jugement de la Diète germanique, et où le territoire des duchés deviendrait exécuté temporairement par les troupes fédérales, l'éventualité d'une guerre avec le Danemark ne serait pas à craindre.

L'Allemagne, au dire du même correspondant, après s'être prononcée définitivement sur la question des duchés, n'éprouverait plus la même répugnance à accepter les bons offices des gouvernements étrangers pour arriver à une transaction amiable.

Si nous en croyons une correspondance, la réduction prochaine de l'armée autrichienne doit n'être qu'un prélude d'une réduction plus sérieuse portant, nous ne serait encore qu'à l'état de projet. Il paraîtrait de même, paraît-il, dans les organismes sur la constitution des communes, sur la liberté de conscience et sur la liberté industrielle.

La banque de Prusse a élevé le taux de son escompte à 5 1/2 p. c.

Le Journal des Débats dit qu'une sorte de réaction commence à se produire, en Europe, en faveur du maréchal Narvaez, que l'opinion avait rendu responsable des excès du zèle réactionnaire de son collègue, M. Nocedal.

Le projet d'émigration de nègres libres, pour remplacer dans les colonies françaises le travail des esclaves par un travail volontaire et salarié, semble devoir, décidément, donner lieu à des difficultés sérieuses.

Un singulier conflit vient de surgir entre la ville libre de Francfort et le gouvernement des Etats Unis. La police de Francfort a interdit le séjour dans cette ville à un ancien réfugié politique devenu citoyen américain, M. Froobel, qui a joué un certain rôle dans les événements de 1848. M. Froobel s'est adressé au consul américain, M. Riecker, qui a menacé de rompre ses relations avec le Sénat de Francfort, si ce dernier persistait à maintenir l'expulsion d'un citoyen des Etats-Unis.

NAPOLEON ESCALANTE, ministre spécial de l'Etat de Costa-Rica, est arrivé dernièrement à Washington. Il a dû se présenter le 23 de ce mois au département d'Etat.

Nouvelles de la Californie.

Le steamer *Daniel Webster*, arrivé samedi, nous a apporté des journaux de San Francisco jusqu'au 5 courant. La nouvelle de ajustement du *Central America* a causé un *Schisme* pour l'encaissement. La perte est considérable, s'élevant, pour la cargaison, etc.] à deux millions de dollars, dont la plus grande partie est couverte par des assurances. Le public ignorait jusqu'à présent les circonstances qui ont accompagné le désastre. Nous empruntons les faits suivants à l'*Echo du Pacifique*.

—M. Torros a découvert la présence de plusieurs veines de charbon près de Petaluma, en creusant un puits. La première couche est à vingt pieds de la surface du sol: elle est de qualité médiocre. La seconde est de beaucoup préférable; elle est à vingt cinq pieds de profondeur. La troisième, qui est à huit cents pieds, est, dit-on, de qualité supérieure. Cette intéressante contrée, qui est le plus important à plus de trois pieds d'épaisseur.

D'autres sondages ont été faits dans le voisinage des lieux où les premières couches de charbon ont été trouvées, et le charbon a été rencontré à douze pieds seulement du niveau du sol.

—Tous les steamboats qui ramènent à la rivière de Sacramento et au-delà, sont bondés de marchandises. Les perspectives des plaies prochaines est cause que chacun pense à faire de provisions avant l'époque où les chemins seront difficiles ou peut-être impraticables dans certains endroits.

—On lit dans le *Republican* de Stockton qu'une compagnie possédant une grande étendue de terres marécageuses aux environs de cette ville, a résolu de les utiliser en les consacrant à la culture du riz. Des ouvriers chinois, habitués à ce genre de travail, ont été engagés dans ce but; personne ne paraît douter du succès de cette utile entreprise.

—Plusieurs familles d'émigrants sont arrivées à Sacramento. Elles ne se plaignent point des Indiens rencontrés sur la route. Elles ont constaté que le nombre de la race de meurtres dont ont probablement été victimes des émigrants qui les précédaient. Il résulte aussi de leurs récits que les Mormons ne dispersent sérieusement à opposer une vive résistance aux forces fédérales. Leurs troupes s'exercent au maniement des armes.—Cinq cents guerriers Indiens environ campent dans leur voisinage, prêts à combattre avec eux au premier signal.

La police du nuit se compose de deux cent vingt sept hommes dont quarante-trois, chargés d'un service spécial, ne veillent point à la sûreté publique. La Nouvelle Orléans n'a conséquemment pour la protéger pendant la nuit que cent quatre-vingt-quatre hommes.

Les chiffres que nous venons de citer suffiront pour faire comprendre la nécessité d'augmenter l'effectif de la police. Sans doute elle laissera encore beaucoup à désirer mais elle sera moins faible. Quels que soient les vices de son organisation, on ne saurait contester son utilité relative, et puisqu'elle fait partie de l'administration municipale tachons d'en retirer tous les avantages possibles.

On fera sans doute valoir l'objection ordinaire: il n'est pas prudent d'augmenter les dépenses de la ville et l'on devrait même s'appliquer à les réduire. Cet avis est le nôtre, mais il y a des dépenses indispensables et d'autres qui ne le sont pas; qu'on diminue ces dernières et qu'on ne craigne pas, s'il le faut, d'augmenter les premières. La protection des citoyens doit être le premier soin du gouvernement municipal. Malheureusement il n'y a de sécurité pour personne, et les malfaiteurs, profitant de l'impunité que leur assure la grande distance des moyens de répression dont dispose la police actuelle, assaillent et pillent sans être le moins du monde inquiétés. On a souvent adressé à la police le reproche d'être, quand il lui plaît, sourde et aveugle. Si elle a été en effet infidèle à sa mission dans certaines circonstances, le devoir du Conseil de ville et du maire est de châtier les coupables et de rayer des cadres les agents qui ont eu la lâcheté et l'infamie de pactiser avec le crime.

Les voleurs, les escrocs, les filous, tous les représentants de la basse et de la haute pègre, pour employer un terme d'argot, se donnent en hiver rendez-vous à la Nouvelle-Orléans. Si le conseil de ville veut ajouter à l'utile mesure de protection qui nous est accordée en ce moment, il faut absolument qu'il augmente le personnel placé sous les ordres du chef de la police. Cette mesure n'exigera sans doute le budget municipal, mais, comme nous venons de le dire, il est impossible qu'il n'y ait pas des réductions à faire dans d'autres branches du service administratif. La véritable économie n'est pas celle qui supprime des charges utiles, mais celle qui diminue les traitements exorbitants. Le total des bons imposables à la Nouvelle-Orléans s'est d'ailleurs accru cette année de plusieurs millions, et il est certain que la prospérité de M. Holland n'augmentera pas ses charges des contribuables.

Chronique étrangère

Le steamer *Atlantic* est arrivé à New-York le 22 courant avec des dates de Liverpool du 11 et de Paris du 9.

Les conseils des ministres en France a du s'occuper des remèdes à apporter à la crise financière. On n'indique pas encore toutefois si les dispositions ont abouti à un résultat définitif et quelle solution a été arrêtée. L'établissement d'un droit de sortie sur le numéraire et sur les métaux précieux paraît rencontrer des partisans et avoir des chances d'être adopté. Partant de ce principe, que la circulation de la France elle même est bonne, que le pays n'a pas de solde à payer à l'étranger, et que la Banque est parfaitement à même de reconnaître dans les bordereaux qui lui sont présentés, quelles valeurs doivent être considérées comme résultant d'opérations normales, où le commerce et l'industrie n'ont pas été antérieurement engagés, et quelles autres valeurs cachent des tentatives de spéculations à réaliser au dehors, avec des capitaux français, on croit qu'il y aurait un jeu de réponses à toutes les exigences, et pourtant, même à ramener le taux de l'escompte à son ancien chiffre, en décrétant le cours forcé des billets de banque et un droit de sortie sur le numéraire.

En Angleterre, la presse agitait les mêmes questions. Le *Times* s'publié un article pour s'opposer à l'émission de l'autorité dans la crise. Le *Morning Advertiser* a demandé une modification aux lois monétaires, mais après une enquête faite par le commerce lui même et dont les conclusions renfermeraient le remède à opposer au mal. Le *Sun* a proposé une nouvelle émission de papier; le *Morning Chronicle* a attaqué le privilège de la Banque, qu'il considère comme la principale cause des souffrances du commerce; enfin le *Times*, dont nous avons déjà fait connaître l'opinion sur ce qui concerne l'action du gouvernement, a recommandé la prudence et la confiance, et, revenant une dernière fois tempérer de papier, ayant coûté fort dans l'Inde, et pris fraîchement cours en vain la cause de la Banque, au moins quant au taux de l'escompte.

Si les questions politiques font défaut en France, il n'en est pas de même des questions administratives. Une correspondance parle longuement du projet de transformation de la flotte, qui sera incessamment discuté au conseil d'Etat.

On assure que la duchesse d'Orléans et le duc d'Aumale ont écrit des lettres de condoléance à la veuve du général Cavaignac.

On a reçu à Paris la nouvelle que l'empereur de la Chine avait déclaré officiellement la guerre à l'Angleterre, le 12 septembre.

Un correspondant de Berlin assure que même dans le cas où le Danemark n'accepterait pas le jugement de la Diète germanique, et où le territoire des duchés deviendrait exécuté temporairement par les troupes fédérales, l'éventualité d'une guerre avec le Danemark ne serait pas à craindre.

L'Allemagne, au dire du même correspondant, après s'être prononcée définitivement sur la question des duchés, n'éprouverait plus la même répugnance à accepter les bons offices des gouvernements étrangers pour arriver à une transaction amiable.

Si nous en croyons une correspondance, la réduction prochaine de l'armée autrichienne doit n'être qu'un prélude d'une réduction plus sérieuse portant, nous ne serait encore qu'à l'état de projet. Il paraîtrait de même, paraît-il, dans les organismes sur la constitution des communes, sur la liberté de conscience et sur la liberté industrielle.

La banque de Prusse a élevé le taux de son escompte à 5 1/2 p. c.

Le Journal des Débats dit qu'une sorte de réaction commence à se produire, en Europe, en faveur du maréchal Narvaez, que l'opinion avait rendu responsable des excès du zèle réactionnaire de son collègue, M. Nocedal.

Le projet d'émigration de nègres libres, pour remplacer dans les colonies françaises le travail des esclaves par un travail volontaire et salarié, semble devoir, décidément, donner lieu à des difficultés sérieuses.

Un singulier conflit vient de surgir entre la ville libre de Francfort et le gouvernement des Etats Unis. La police de Francfort a interdit le séjour dans cette ville à un ancien réfugié politique devenu citoyen américain, M. Froobel, qui a joué un certain rôle dans les événements de 1848. M. Froobel s'est adressé au consul américain, M. Riecker, qui a menacé de rompre ses relations avec le Sénat de Francfort, si ce dernier persistait à maintenir l'expulsion d'un citoyen des Etats-Unis.

NAPOLEON ESCALANTE, ministre spécial de l'Etat de Costa-Rica, est arrivé dernièrement à Washington. Il a dû se présenter le 23 de ce mois au département d'Etat.

Nouvelles de la Californie.

Le steamer *Daniel Webster*, arrivé samedi, nous a apporté des journaux de San Francisco jusqu'au 5 courant. La nouvelle de ajustement du *Central America* a causé un *Schisme* pour l'encaissement. La perte est considérable, s'élevant, pour la cargaison, etc.] à deux millions de dollars, dont la plus grande partie est couverte par des assurances. Le public ignorait jusqu'à présent les circonstances qui ont accompagné le désastre. Nous empruntons les faits suivants à l'*Echo du Pacifique*.

—M. Torros a découvert la présence de plusieurs veines de charbon près de Petaluma, en creusant un puits. La première couche est à vingt pieds de la surface du sol: elle est de qualité médiocre. La seconde est de beaucoup préférable; elle est à vingt cinq pieds de profondeur. La troisième, qui est à huit cents pieds, est, dit-on, de qualité supérieure. Cette intéressante contrée, qui est le plus important à plus de trois pieds d'épaisseur.

D'autres sondages ont été faits dans le voisinage des lieux où les premières couches de charbon ont été trouvées, et le charbon a été rencontré à douze pieds seulement du niveau du sol.

—Tous les steamboats qui ramènent à la rivière de Sacramento et au-delà, sont bondés de marchandises. Les perspectives des plaies prochaines est cause que chacun pense à faire de provisions avant l'époque où les chemins seront difficiles ou peut-être impraticables dans certains endroits.

—On lit dans le *Republican* de Stockton qu'une compagnie possédant une grande étendue de terres marécageuses aux environs de cette ville, a résolu de les utiliser en les consacrant à la culture du riz. Des ouvriers chinois, habitués à ce genre de travail, ont été engagés dans ce but; personne ne paraît douter du succès de cette utile entreprise.

—Plusieurs familles d'émigrants sont arrivées à Sacramento. Elles ne se plaignent point des Indiens rencontrés sur la route. Elles ont constaté que le nombre de la race de meurtres dont ont probablement été victimes des émigrants qui les précédaient. Il résulte aussi de leurs récits que les Mormons ne dispersent sérieusement à opposer une vive résistance aux forces fédérales. Leurs troupes s'exercent au maniement des armes.—Cinq cents guerriers Indiens environ campent dans leur voisinage, prêts à combattre avec eux au premier signal.

Nouvelles Télégraphiques

CHARGÉES A L'AVANCE.

Le meurtre de Edwin Forrest.

Baton-Rouge, 30 nov.—Le juge Bry a fait découvrir dans l'affaire de Lafayette Cafe, le vol, suivi de meurtre de John Toy.—Il paraît positivement, que pour la commission, etc.] dans l'opinion n'était pas formée.—Le meurtre a causé une vive excitation les deux parties occupaient, en effet, une haute position sociale.

ARRIVAGES DE DERRÉES.

Hier, il a été reçu—9417 balles de coton, 350 boucauts de sucre, 473 barils de mélasse, 7091 barils de farine, 15 boucauts de tabac, 6474 sacs d'avoine, 1647 sacs de son, 600 barils de pore, 203 de et 60 tierçons de bœuf, 220 sacs riz, 7236 sacs blé, 2386 sacs de maïs, et 473 barriles et fréquetas de graines, ainsi que du jambon, du whiskey, et autres articles de complément.

THEATRE D'ORLEANS.—Ce soir, trois vaudevilles et une séance de prestidigitation par M. Godard.—Spectacle attrayant et qui sera doute fera recette.

Si le chant est cette fois remplacé par des dialogues, c'est que les virtuoses ne se méphiérons ces exercé leur désastreux influence sur les artistes de M. Boudousquié. Plusieurs d'entre eux sont indisposés, et il a été impossible au directeur d'en trouver d'autres valides et d'assez vaillaps pour représenter ce soir un opéra.

BAL D'ENFANTS.—Le premier bal d'enfans de la saison aura lieu vendredi prochain, 4 décembre, dans la salle des Odd Fellows, sous les auspices de M. Vegas, l'excellent maître de danse dont la vogue s'accroît tous les ans et qui initie en ce moment une classe nombreuse aux évolutions chorégraphiques qui ont nom "Le Quadrille des Lanciers," "Le Quadrille américain", etc. Nous n'avons pas besoin de dire que le bal de vendredi sera charmant. Tout le monde sait ce qu'est une fête dont les préparatifs sont faits par M. Vegas. Pour les renseignemens ordinaires, nous référerons le lecteur à l'annonce insérée à la seconde page.

News & Reading Room.—Les salles de lecture connues sous ce nom sont maintenant sous la direction de M. Charles Miffin. On y trouve journaux, revues, magazins, ouvrages illustrés, etc., etc. Une salle destinée aux joueurs d'échecs est jointe à l'établissement.

M. R. Haggerty & Bro.—Cette maison a notablement réduit le prix de ses lainges et continue à faire les plus grands sacrifices pour écouler rapidement son magnifique assortiment. On trouvera dans une annonce insérée plus loin l'énumération de quelques-unes des marchandises dont M. R. Haggerty & Bro. feront l'ouverture aujourd'hui, lundi.

P. E. Reilly & Co.— soieries, dentelles, broderies, il n'est aucun article de luxe que l'on ne trouve au magasin de P. E. Reilly & Co., 126, rue du Canal, et que l'on ne puisse y obtenir à des prix réellement modérés. Nous signalerons également leurs rideaux de dentelles et leurs magnifiques toiles damassées.—Voir plus loin aux annonces.

Grande liquidation.—Il sera ouvert aujourd'hui, au coin des rues Orléans et Royale, un grand magasin de marchandises françaises qui seront vendues aux prix d'encan. On y trouvera des soieries dans tous les genres, des fourrures, des manteaux et des burnous, des mantelets, robes de bal, cotillures, mousselines de laine, châles, mouchoirs, etc., etc. Chaque article est marqué en chiffres connus et sera vendu au comptant, à prix fixe.—Voir aux annonces.

Grand déballage—Danziger, au coin des rues Orléans et Robertson, et No 125 rue des Remparts (entrée par la rue Dauphine) vient de recevoir de nombreuses allocations de primes destinées à encourager les cultures en général, mais particulièrement celles qui donnent des produits pour l'exportation. Voyez l'article de ce commerçant.

Article 1er—Tout habitant qui, à dater de ce jour, défrichera au moins quatre hectares de terre de Sacramento et au-delà, sont Soudde de marchandises. Les perspectives des plaies prochaines est cause que chacun pense à faire de provisions avant l'époque où les chemins seront difficiles ou peut-être impraticables dans certains endroits.

—On lit dans le *Republican* de Stockton qu'une compagnie possédant une grande étendue de terres marécageuses aux environs de cette ville, a résolu de les utiliser en les consacrant à la culture du riz. Des ouvriers chinois, habitués à ce genre de travail, ont été engagés dans ce but; personne ne paraît douter du succès de cette utile entreprise.

—Il n'est pas exact, comme le bruit en a couru, que les Indiens de la réserve de Mendocino aient en partie abandonné leurs quartiers pour reprendre leurs habitudes sauvages dans les montagnes. Ils sont, en ce moment, au nombre de plus de six mille, dans les limites qui leur sont réservées, et où ils paraissent fort satisfaits.

—Plusieurs familles d'émigrants sont arrivées à Sacramento. Elles ne se plaignent point des Indiens rencontrés sur la route. Elles ont constaté que le nombre de la race de meurtres dont ont probablement été victimes des émigrants qui les précédaient. Il résulte aussi de leurs récits que les Mormons ne dispersent sérieusement à opposer une vive résistance aux forces fédérales. Leurs troupes s'exercent au maniement des armes.—Cinq cents guerriers Indiens environ campent dans leur voisinage, prêts à combattre avec eux au premier signal.

La police du nuit se compose de deux cent vingt sept hommes dont quarante-trois, chargés d'un service spécial, ne veillent point à la sûreté publique. La Nouvelle Orléans n'a conséquemment pour la protéger pendant la nuit que cent quatre-vingt-quatre hommes.

Les chiffres que nous venons de citer suffiront pour faire comprendre la nécessité d'augmenter l'effectif de la police. Sans doute elle laissera encore beaucoup à désirer mais elle sera moins faible. Quels que soient les vices de son organisation, on ne saurait contester son utilité relative, et puisqu'elle fait partie de l'administration municipale tachons d'en retirer tous les avantages possibles.

On fera sans doute valoir l'objection ordinaire: il n'est pas prudent d'augmenter les dépenses de la ville et l'on devrait même s'appliquer à les réduire. Cet avis est le nôtre, mais il y a des dépenses indispensables et d'autres qui ne le sont pas; qu'on diminue ces dernières et qu'on ne craigne pas, s'il le faut, d'augmenter les premières. La protection des citoyens doit être le premier soin du gouvernement municipal. Malheureusement il n'y a de sécurité pour personne, et les malfaiteurs, profitant de l'impunité que leur assure la grande distance des moyens de répression dont dispose la police actuelle, assaillent et pillent sans être le moins du monde inquiétés. On a souvent adressé à la police le reproche d'être, quand il lui plaît, sourde et aveugle. Si elle a été en effet infidèle à sa mission dans certaines circonstances, le devoir du Conseil de ville et du maire est de châtier les coupables et de rayer des cadres les agents qui ont eu la lâcheté et l'infamie de pactiser avec le crime.

Les voleurs, les escrocs, les filous, tous les représentants de la basse et de la haute pègre, pour employer un terme d'argot, se donnent en hiver rendez-vous à la Nouvelle-Orléans. Si le conseil de ville veut ajouter à l'utile mesure de protection qui nous est accordée en ce moment, il faut absolument qu'il augmente le personnel placé sous les ordres du chef de la police. Cette mesure n'exigera sans doute le budget municipal, mais, comme nous venons de le dire, il est impossible qu'il n'y ait pas des réductions à faire dans d'autres branches du service administratif. La véritable économie n'est pas celle qui supprime des charges utiles, mais celle qui diminue les traitements exorbitants. Le total des bons imposables à la Nouvelle-Orléans s'est d'ailleurs accru cette année de plusieurs millions, et il est certain que la prospérité de M. Holland n'augmentera pas ses charges des contribuables.

Chronique étrangère

Le steamer *Atlantic* est arrivé à New-York le 22 courant avec des dates de Liverpool du 11 et de Paris du 9.

Les conseils des ministres en France a du s'occuper des remèdes à apporter à la crise financière. On n'indique pas encore toutefois si les dispositions ont abouti à un résultat définitif et quelle solution a été arrêtée. L'établissement d'un droit de sortie sur le numéraire et sur les métaux précieux paraît rencontrer des partisans et avoir des chances d'être adopté. Partant de ce principe, que la circulation de la France elle même est bonne, que le pays n'a pas de solde à payer à l'étranger, et que la Banque est parfaitement à même de reconnaître dans les bordereaux qui lui sont présentés, quelles valeurs doivent être considérées comme résultant d'opérations normales, où le commerce et l'industrie n'ont pas été antérieurement engagés, et quelles autres valeurs cachent des tentatives de spéculations à réaliser au dehors, avec des capitaux français, on croit qu'il y aurait un jeu de réponses à toutes les exigences, et pourtant, même à ramener le taux de l'escompte à son ancien chiffre, en décrétant le cours forcé des billets de banque et un droit de sortie sur le numéraire.

En Angleterre, la presse agitait les mêmes questions. Le *Times* s'publié un article pour s'opposer à l'émission de l'autorité dans la crise. Le *Morning Advertiser* a demandé une modification aux lois monétaires, mais après une enquête faite par le commerce lui même et dont les conclusions renfermeraient le remède à opposer au mal. Le *Sun* a proposé une nouvelle émission de papier; le *Morning Chronicle* a attaqué le privilège de la Banque, qu'il considère comme la principale cause des souffrances du commerce; enfin le *Times*, dont nous avons déjà fait connaître l'opinion sur ce qui concerne l'action du gouvernement, a recommandé la prudence et la confiance, et, revenant une dernière fois tempérer de papier, ayant coûté fort dans l'Inde, et pris fraîchement cours en vain la cause de la Banque, au moins quant au taux de l'escompte.

Si les questions politiques font défaut en France, il n'en est pas de même des questions administratives. Une correspondance parle longuement du projet de transformation de la flotte, qui sera incessamment discuté au conseil d'Etat.

On assure que la duchesse d'Orléans et le duc d'Aumale ont écrit des lettres de condoléance à la veuve du général Cavaignac.

On a reçu à Paris la nouvelle que l'empereur de la Chine avait déclaré officiellement la guerre à l'Angleterre, le 12 septembre.

Un correspondant de Berlin assure que même dans le cas où le Danemark n'accepterait pas le jugement de la Diète germanique, et où le territoire des duchés deviendrait exécuté temporairement par les troupes fédérales, l'éventualité d'une guerre avec le Danemark ne serait pas à craindre.

L'Allemagne, au dire du même correspondant, après s'être prononcée définitivement sur la question des duchés, n'éprouverait plus la même répugnance à accepter les bons offices des gouvernements étrangers pour arriver à une transaction amiable.

Si nous en croyons une correspondance, la réduction prochaine de l'armée autrichienne doit n'être qu'un prélude d'une réduction plus sérieuse portant, nous ne serait encore qu'à l'état de projet. Il paraîtrait de même, paraît-il, dans les organismes sur la constitution des communes, sur la liberté de conscience et sur la liberté industrielle.

La banque de Prusse a élevé le taux de son escompte à 5 1/2 p. c.

Le Journal des Débats dit qu'une sorte de réaction commence à se produire, en Europe, en faveur du maréchal Narvaez, que l'opinion avait rendu responsable des excès du zèle réactionnaire de son collègue, M. Nocedal.

Le projet d'émigration de nègres libres, pour remplacer dans les colonies françaises le travail des esclaves par un travail volontaire et salarié, semble devoir, décidément, donner lieu à des difficultés sérieuses.

Un singulier conflit vient de surgir entre la ville libre de Francfort et le gouvernement des Etats Unis. La police de Francfort a interdit le séjour dans cette ville à un ancien réfugié politique devenu citoyen américain, M. Froobel, qui a joué un certain rôle dans les événements de 1848. M. Froobel s'est adressé au consul américain, M. Riecker, qui a menacé de rompre ses relations avec le Sénat de Francfort, si ce dernier persistait à maintenir l'expulsion d'un citoyen des Etats-Unis.

NAPOLEON ESCALANTE, ministre spécial de l'Etat de Costa-Rica, est arrivé dernièrement à Washington. Il a dû se présenter le 23 de ce mois au département d'Etat.

Nouvelles de la Californie.

Le steamer *Daniel Webster*, arrivé samedi, nous a apporté des journaux de San Francisco jusqu'au 5 courant. La nouvelle de ajustement du *Central America* a causé un *Schisme* pour l'encaissement. La perte est considérable, s'élevant, pour la cargaison, etc.] à deux millions de dollars, dont la plus grande partie est couverte par des assurances. Le public ignorait jusqu'à présent les circonstances qui ont accompagné le désastre. Nous empruntons les faits suivants à l'*Echo du Pacifique*.

—M. Torros a découvert la présence de plusieurs veines de charbon près de Petaluma, en creusant un puits. La première couche est à vingt pieds de la surface du sol: elle est de qualité médiocre. La seconde est de beaucoup préférable; elle est à vingt cinq pieds de profondeur. La troisième, qui est à huit cents pieds, est, dit-on, de qualité supérieure. Cette intéressante contrée, qui est le plus important à plus de trois pieds d'épaisseur.

D'autres sondages ont été faits dans le voisinage des lieux où les premières couches de charbon ont été trouvées, et le charbon a été rencontré à douze pieds seulement du niveau du sol.

—Tous les steamboats qui ramènent à la rivière de Sacramento et au-delà, sont bondés de marchandises. Les perspectives des plaies prochaines est cause que chacun pense à faire de provisions avant l'époque où les chemins seront difficiles ou peut-être impraticables dans certains endroits.

—On lit dans le *Republican* de Stockton qu'une compagnie possédant une grande étendue de terres marécageuses aux environs de cette ville, a résolu de les utiliser en les consacrant à la culture du riz. Des ouvriers chinois, habitués à ce genre de travail, ont été engagés dans ce but; personne ne paraît douter du succès de cette utile entreprise.

—Plusieurs familles d'émigrants sont arrivées à Sacramento. Elles ne se plaignent point des Indiens rencontrés sur la route. Elles ont constaté que le nombre de la race de meurtres dont ont probablement été victimes des émigrants qui les précédaient. Il résulte aussi de leurs récits que les Mormons ne dispersent sérieusement à opposer une vive résistance aux forces fédérales. Leurs troupes s'exercent au maniement des armes.—Cinq cents guerriers Indiens environ campent dans leur voisinage, prêts à combattre avec eux au premier signal.

La police du nuit se compose de deux cent vingt sept hommes dont quarante-trois, chargés d'un service spécial, ne veillent point à la sûreté publique. La Nouvelle Orléans n'a conséquemment pour la protéger pendant la nuit que cent quatre-vingt-quatre hommes.

Les chiffres que nous venons de citer suffiront pour faire comprendre la nécessité d'augmenter l'effectif de la police. Sans doute elle laissera encore beaucoup à désirer mais elle sera moins faible. Quels que soient les vices de son organisation, on ne saurait contester son utilité relative, et puisqu'elle fait partie de l'administration municipale tachons d'en retirer tous les avantages possibles.

On fera sans doute valoir l'objection ordinaire: il n'est pas prudent d'augmenter les dépenses de la ville et l'on devrait même s'appliquer à les réduire. Cet avis est le nôtre, mais il y a des dépenses indispensables et d'autres qui ne le sont pas; qu'on diminue ces dernières et qu'on ne craigne pas, s'il le faut, d'augmenter les premières. La protection des citoyens doit être le premier soin du gouvernement municipal. Malheureusement il n'y a de sécurité pour personne, et les malfaiteurs, profitant de l'impunité que leur assure la grande distance des moyens de répression dont dispose la police actuelle, assaillent et pillent sans être le moins du monde inquiétés. On a souvent adressé à la police le reproche d'être, quand il lui plaît, sourde et aveugle. Si elle a été en effet infidèle à sa mission dans certaines circonstances, le devoir du Conseil de ville et du maire est de châtier les coupables et de rayer des cadres les agents qui ont eu la lâcheté et l'infamie de pactiser avec le crime.

Les voleurs, les escrocs, les filous, tous les représentants de la basse et de la haute pègre, pour employer un terme d'argot, se donnent en hiver rendez-vous à la Nouvelle-Orléans. Si le conseil de ville veut ajouter à l'utile mesure de protection qui nous est accordée en ce moment, il faut absolument qu'il augmente le personnel placé sous les ordres du chef de la police. Cette mesure n'exigera sans doute le budget municipal, mais, comme nous venons de le dire, il est impossible qu'il n'y ait pas des réductions à faire dans d'autres branches du service administratif. La véritable économie n'est pas celle qui supprime des charges utiles, mais celle qui diminue les traitements exorbitants. Le total des bons imposables à la Nouvelle-Orléans s'est d'ailleurs accru cette année de plusieurs millions, et il est certain que la prospérité de M. Holland n'augmentera pas ses charges des contribuables.

Chronique étrangère

Le steamer *Atlantic* est arrivé à New-York le 22 courant avec des dates de Liverpool du 11 et de Paris du 9.

Les conseils des ministres en France a du s'occuper des remèdes à apporter à la crise financière. On n'indique pas encore toutefois si les dispositions ont abouti à un résultat définitif et quelle solution a été arrêtée. L'établissement d'un droit de sortie sur le numéraire et sur les métaux précieux paraît rencontrer des partisans et avoir des chances d'être adopté. Partant de ce principe, que la circulation de la France elle même est bonne, que le pays n'a pas de solde à payer à l'étranger, et que la Banque est parfaitement à même de reconnaître dans les bordereaux qui lui sont présentés, quelles valeurs doivent être considérées comme résultant d'opérations normales, où le commerce et l'industrie n'ont pas été antérieurement engagés, et quelles autres valeurs cachent des tentatives de spéculations à réaliser au dehors, avec des capitaux français, on croit qu'il y aurait un jeu de réponses à toutes les exigences, et pourtant, même à ramener le taux de l'escompte à son ancien chiffre, en décrétant le cours forcé des billets de banque et un droit de sortie sur le numéraire.

En Angleterre, la presse agitait les mêmes questions. Le *Times* s'publié un article pour s'opposer à l'émission de l'autorité dans la crise. Le *Morning Advertiser* a demandé une modification aux lois monétaires, mais après une enquête faite par le commerce lui même et dont les conclusions renfermeraient le remède à opposer au mal. Le *Sun* a proposé une nouvelle émission de papier; le *Morning Chronicle* a attaqué le privilège de la Banque, qu'il considère comme la principale cause des sou